

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 19 NOVEMBRE 1907.

Proposition de loi ouvrant un crédit spécial pour venir en aide aux cultivateurs éprouvés par les orages qui ont sévi le 3 août 1907 dans l'arrondissement de Tournai-Ath.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

L'orage qui a sévi avec tant de violence le 3 août dernier, a causé des dégâts considérables dans un grand nombre de communes dépendant des arrondissements d'Ath et de Tournai.

Citons entre autres : Isières, Lanquesaint, Meslin-l'Évêque, Maffles, Ostiches, Mainvault, Villers-Saint-Amand, Villers-Notre-Dame, Bouvignies, Ormeignies, Haviennes, Gaurain-Ramecroix, Béclers, Barry, Maulde, Gallaix, Thieulain, Pipaix, Leuze (hameau de Fermont), Chapelle-à-Oyes, Chapelle-à-Watennes, Grandmetz, Ligne, Ere, Taintegnies, La Glanerie, Guegnies, Hollain, Jollain-Merlin, Wez-Velvain, Lesdain, Bruyelles, Laplaigne, Péronnes, Fontenoy, Maubray, Vezon.

Une pluie diluvienne, la foudre et la grêle ont accompli en quelques instants une œuvre de dévastation et de ruine.

D'une moisson superbe, il n'est resté que des vestiges informes : les céréales, les betteraves, les tabacs et les légumes ont été broyés sous une avalanche de grêlons ou noyés sous de véritables trombes.

La puissance de l'ouragan a été telle que des centaines d'arbres ont été brisés et déracinés.

Nous nous sommes empressé de signaler à M. le Ministre de l'Agriculture cette situation lamentable.

Dans une lettre qui lui fut adressée le 7 août, nous lui donnions la liste des communes les plus éprouvées et nous lui demandions, la Chambre s'étant ajournée, de prendre sur l'heure l'initiative des mesures nécessaires.

La première et la plus urgente était de faire constater l'étendue des dégâts : nous le conjurons d'y faire procéder.

Nous n'avons pas été seul à nous émouvoir des tristes conséquences d'une calamité qui venait châtier si cruellement de malheureux cultivateurs encore sous l'impression des désastres occasionnés par l'orage terrible qui désola nos campagnes dans la nuit du 4 au 5 juillet 1905.

Après nous, en effet, d'autres membres de la députation d'Ath-Tournai ont sollicité le Gouvernement « d'ordonner une enquête à l'effet de secourir » les sinistrés et de leur faire remise de l'impôt foncier pour les cultures « ruinées ».

Le 8 août, au Sénat, l'honorable Ministre de l'Agriculture répondait en ces termes à M. Vanderborght, qui réclamait son intervention : « L'honorable » M. Vanderborght a parlé des ravages occasionnés dans le Tournaisis par la » grêle, qui a compromis la récolte; il m'a demandé de faire procéder à une » enquête; je tiens bonne note de sa demande. »

Des renseignements très précis nous ont été fournis depuis par MM. les Bourgmestres des communes sinistrées.

Ils révèlent une situation bien plus navrante que nous n'aurions pu le supposer lorsque nous nous faisons l'écho des doléances des campagnards.

Les dégâts se chiffrent, en effet, à plus d'un million de francs pour les trente-sept communes énumérées ci-dessus.

Il est bien vrai que toutes n'ont pas subi le même préjudice; mais il en est peu où les dommages constatés soient inférieurs à 20,000 francs, et nous pouvons en citer où ils se montent à des chiffres très élevés : à Vezon, la perte est évaluée à 125,000 francs, à Ostiches à 135,000 et à Mainvault à plus de 250,000 francs!

Le montant des dégâts a été déterminé, dans chaque commune, à l'intervention des receveurs des contributions, qui ont été délégués auprès des bourgmestres pour s'enquérir de la nécessité éventuelle d'une remise de la contribution foncière.

Il résulte des déclarations de ces fonctionnaires que le Gouvernement, tout en se déclarant disposé à consentir cette remise, entend la limiter aux seuls cas où la perte est de 80 % au moins de la récolte!

Ainsi entendue, l'intervention du Gouvernement est dénuée de toute efficacité. Un exemple le démontrera : les cultivateurs de Taintegnies n'ont obtenu qu'une remise de fr. 156.49 pour cent hectares environ de récoltes détruites.

Il importe donc que les pouvoirs publics fassent preuve de plus de générosité et que, s'inspirant des nécessités de la situation, ils s'appliquent à atténuer par des mesures plus efficaces la détresse de nos malheureux campagnards.

Nous ne méconnaissions pas que, peu nombreux sont ceux qui s'assurent contre les risques de la grêle, mais nous pensons qu'il y aurait quelque injustice à accuser d'imprévoyance les cultivateurs non assurés.

Ce n'est pas, en effet, une prévention irréfléchie qui les tient éloignés de l'assurance, c'est uniquement le taux trop élevé des primes qu'exigent les sociétés d'assurance.

Ne convient-il pas également d'ajouter qu'il n'existe pas de sociétés mutualistes à même d'assurer leurs récoltes à des taux modérés?

Les pouvoirs publics ne se sont pas, jusqu'à présent, préoccupés de cette question.

Le Gouvernement subsidie les sociétés mutualistes constituées pour assurer les cultivateurs contre les risques de mortalité du bétail, mais il n'affecte aucun subside à la création et au développement des mutualités qui auraient pour but de les protéger contre les risques divers auxquels sont exposées les récoltes.

Il y a là une lacune à combler.

Ce n'est pas à dire que nous estimions que le rôle de l'État puisse se borner à subsidier des associations de ce genre; nous pensons, au contraire, que rien de pratique et de réellement utile ne sera fait, avant que l'État n'ait organisé, avec la participation du Trésor public, l'assurance générale des cultivateurs.

En attendant que cette mesure, qui rencontre de nombreuses sympathies dans le monde agricole, soit devenue une réalité, l'État a le devoir d'intervenir par voie de larges subsides lorsque des événements calamiteux viennent désoler une région.

A ce sujet, il n'est pas sans intérêt de constater une fois de plus que nos lois protègent bien mal le cultivateur contre les risques de sa profession.

Il est vrai que les articles 1769 et 1770 du Code civil proclament le droit du locataire à une remise de fermage en cas de perte de plus de la moitié de la récolte.

Mais dans la pratique, ce droit se trouve fréquemment annihilé par une clause insérée dans le contrat de bail.

Aussi longtemps que le législateur n'aura pas décrété que ces dispositions sont d'ordre public, le droit du cultivateur locataire restera aussi illusoire que n'est inefficace la seule remise de la contribution foncière.

Il importe donc que les pouvoirs publics répondent, par des secours en rapport avec les nécessités de la situation, aux appels des malheureux que le fléau a trouvés sans défense.

Des précédents nombreux justifient cette thèse.

Notre regretté collègue M. Paternoster en invoquait plusieurs à l'appui du projet de loi qu'il déposait le 28 juillet 1903 (Développements, n° 248).

Après avoir rappelé qu'en 1852, à la Chambre, une demande de crédits destinés à venir en aide aux cultivateurs dont les récoltes avaient été détruites par les orages avait rencontré un accueil favorable au banc du Gouvernement, M. Paternoster ajoutait :

» En 1853, le 23 décembre, M. Liedts dépose une demande de crédit de 374,000 francs tendant à remplacer les non-valsurs en matière d'impôts résultant de l'ouragan qui a ravagé les récoltes en juillet.

» En 1855, M. de Renesse présente un rapport sur une demande de crédit pour accorder des indemnités aux cultivateurs dont les récoltes avaient été ravagées par les ouragans; le 7 mars de l'année suivante, la Chambre discute et vote le crédit.

» Dans la session de 1859-1860, M. Frère-Orban dépose un projet de loi pour donner satisfaction aux mêmes besoins.

» Enfin, dans la session de 1890-1891, les Chambres ont voté un crédit extraordinaire d'un million pour venir en aide aux populations ouvrières et agricoles à l'occasion des rigueurs exceptionnelles de l'hiver. »

Ajoutons qu'en 1906, à l'occasion de la discussion du Budget de l'Agriculture, le Gouvernement sollicita et obtint de la Chambre le vote d'un crédit de 750,000 francs, dont une partie devait être affectée à aider les familles qui avaient souffert des inondations provoquées par la rupture des digues du Bas-Escaut.

Les causes qui ont motivé les décisions prises par la Chambre en ces diverses occasions existent à suffisance dans les circonstances actuelles pour justifier la proposition de loi que nous avons l'honneur de soumettre à ses délibérations.

La Chambre répondra au vœu général en lui réservant un accueil favorable.

LOUIS ROGER.

Proposition de loi ouvrant un crédit spécial pour venir en aide aux cultivateurs éprouvés par les orages qui ont sévi le 5 août 1907 dans l'arrondissement de Tournai-Ath.

ARTICLE UNIQUE.

Il est ouvert un crédit de cinq cent mille francs sur les ressources du Trésor Public, au Département de l'Agriculture, pour venir en aide aux cultivateurs qui ont été éprouvés par les orages qui ont sévi le lundi 5 août 1907 dans l'arrondissement de Tournai-Ath.

Wetsvoorstel openende een bijzonder krediet tot hulpbetoon aan de landbouwers beproefd door de onweders van 5 Augustus 1907 in het arrondissement Doornik-Ath.

EENIG ARTIKEL.

Een krediet van vijf honderd duizend frank, door de Schatkist te dekken, wordt ter beschikking van het Departement van Landbouw gesteld ten einde onderstand te verleen en aan de landbouwers beproefd door de onweders die den Maandag, 5 Augustus 1907, hebben gewoed in het arrondissement Doornik-Ath.

LOUIS ROGER.



(6)

(1)

(N° 7)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 19 NOVEMBER 1907.

Wetsvoorstel openende een bijzonder krediet tot hulpbetoon aan de landbouwers beproefd door de onweders van 5 Augustus 1907 in het arrondissement Doornik-Ath.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het onweder, dat den 5ⁿ Augustus laatstleden zoo geweldig woedde, veroorzaakte aanzienlijke schade in een groot getal gemeenten behorende tot de arrondissementen Ath en Doornik.

Noemen wij onder andere : Isières, Lanquesaint, Meslin-l'Evêque, Maffes, Ostiches, Mainvault, Villers-Saint-Amand, Villers-Notre-Dame, Bouvignies, Ormeignies, Havinnes, Gaurain-Ramecroix, Béclers, Barry, Maulde, Gallaix, Thieulain, Pipaix, Leuze (gehucht Fermont), Chapelle-à-Oyes, Chapelle-à-Watines, Grandmetz, Ligne, Ere, Taintegnies, La Glanerie, Guegnies, Hollain, Jollain-Merlin, Wez-Velvain, Lesdain, Bruyelles, Laplaigne, Péronnes, Fontenoy, Maubray, Vezon.

Een overvloedige stortregen, met bliksem- en hagelslag, hebben, op één oogenblik, verwoesting en verderf gezaaid.

Van een prachtigen oogst, bleven er slechts vormelooze sporen over : graan-gewassen, beetwortelen, tabak en groenten werden onder een stortvloed van hagelsteen verpletterd of onder wezenlijke waterhoozen verdronken.

Zóó fel woedde de orkaan dat honderden boomen gebroken of ontwor-teld werden.

Wij hebben ons verhaast, kennis te geven van dien betreurlijken toestand aan den heer Minister van Landbouw.

In een brief, den 7ⁿ Augustus tot hem gericht, gaven wij hem de lijst op van de meest geteisterde gemeenten en vroegen hem, daar de Kamer was verdaagd, onmiddellijk de noodige maatregelen te nemen.

De eerste en de meest dringende was, te doen nagaan hoeveel de schade bedroeg; wij smeekten hem daarmede te beginnen.

Niet wij alleen waren ontroerd bij de treurige gevolgen van eene ramp die zoo wreed arme landbouwers trof, nog onder den indruk der ongelukkige gevolgen van het schrikkelijk onweder dat gedurende den nacht van 4 tot 8 Juli 1905 onze velden verwoestte.

Trouwens, na ons verzochten andere afgevaardigden van Ath-Doornik de Regeering, « een onderzoek in te stellen ten einde de slachtoffers ter hulp te » komen en hun de grondbelasting voor de verdorven gewassen kwijt te » schelden ».

Den 8ⁿ Augustus, gaf de achtbare Minister van Landbouw, in den Senaat, het volgende antwoord aan den heer Vanderborght, die om Staats tusschenkomst verzocht : « De achtbare heer Vanderborght sprak van de schade, in » het Doorniksche veroorzaakt door den hagel die den oogst verwoestte; hij » vroeg mij om een onderzoek : ik neem zijne vraag in aanmerking. »

Zeër bepaalde inlichtingen werden ons sinds dien verstrekt door de heeren burgemeesters van de geteisterde gemeenten.

Zij brengen een veel pijnlijker toestand aan den dag dan wij konden veronderstellen, toen wij de tolk waren van de klachten der landbouwers.

Trouwens, de schade bedraagt meer dan een millioen frank voor de zeven en dertig voormelde gemeenten.

Wel is waar, ondergingen niet alle dezelfde schade; maar weinig zijn er, waar de vastgestelde schade minder dan 20,000 frank bedraagt, en wij kunnen er noemen waar zij een zeer hooge som bereikt : te Vezon wordt de schade geschat op 125,000 frank; te Ostiches op 135,000 en te Mainvault op meer dan 250,000 frank !

In iedere gemeente werd het bedrag der schade bepaald door tusschenkomst van de ontvangers der belastingen die bij de burgemeesters werden afgevaardigd om de mogelijke noodzakelijkheid van eene kwijtschelding der grondbelasting te onderzoeken.

Uit de verklaringen dezer ambtenaren blijkt, dat de Regeering, zich geneigd betuigend om deze kwijtschelding toe te staan, ze wil beperken tot de enkele gevallen waar de schade ten minste 80 t. h. van den oogst bedraagt !

Aldus begrepen, is de tusschenkomst der Regeering volstrekt nutteloos. Een voorbeeld : aan de landbouwers van Taintegnies werd slechts eene vermindering van fr. 156.49 verleend voor ongeveer 100 hectaren verwoesten oogst.

De openbare machten moeten bewijs geven van meer edelmoedigheid en, gezien de vereischten van den toestand, door meer treffende maatregelen den nood onzer arme landbouwers lenigen.

Wij ontkennen niet dat zij, die zich tegen gevaar van hagelslag verzekeren, weinig in getal zijn, maar achten het eenigszins onrechtvaardig, de niet verzekerde landbouwers te beschuldigen van gebrek aan voorzorg.

't Is niet uit onbedachte vooringenomenheid dat zij zich niet doen verzekeren, maar alleenlijk wegens het te hooge bedrag der premiën, door de verzekeringsmaatschappijen geëischt.

Past het ook niet hierbij te voegen, dat er geen mutualistische maatschappijen bestaan, die in staat zijn hunnen oogst mits eene gematigde premie te verzekeren ?

De openbare machten hielden zich, tot hiertoe, met die zaak niet bezig.

De Regeering schenkt toelagen aan de mutualistische maatschappijen, die ten doel hebben de landbouwers tegen sterfte van het vee te verzekeren, doch zij geeft niets voor het oprichten en het uitbreiden van mutualiteiten die den oogst tegen zijn verschillende risico's zou beschermen.

Dàar is een leemte aan te vullen.

Dit wil niet zeggen, dat wij van gevoelen zijn, dat de Staat zich mag bepalen bij het verleenen van toelagen aan dergelijke maatschappijen; wij meenen eerder, dat niets practisch, noch werkelijk doelmatigs zal tot stand komen, zoolang de Staat de algemeene verzekering der landbouwers niet heeft ingericht met de hulp van de Schatkist.

In afwachting dat deze door de landbouwers zoo vurig gewenschte maatregel genomen wordt, heeft de Staat tot plicht milde toelagen te schenken, wanneer zekere streken door rampen geteisterd worden.

Hieromtrent is het van belang, er eens te meer op te wijzen hoe onze wetten den landbouwer zeer slecht beschermen tegen de risico's van zijn bedrijf.

Wel is waar, geven de artikelen 1769 en 1770 van het Burgerlijk Wetboek aan den pachter recht op vermindering van pachtgeld, bij verlies van meer dan de helft van zijn oogst.

Doch in de praktijk wordt dat recht dikwijls te niet gedaan door een beding in den pachtbrief.

Zoolang de wetgever niet verklaart dat die bepalingen de openbare orde aanbelangen, zal het recht van den landbouwer-pachter zoo ijdel zijn als de enkele kwijschelding der grondlasten onbeduidend.

Het is dus noodig dat de openbare macht naar behoefte hulp verleene aan de ongelukkigen die weerloos voor de ramp stonden.

Talrijke voorbeelden wettigen deze meening.

Ons betreurd medelid, de heer Paternoster, haalde er verscheidene aan, tot staving van het wetsvoorstel dat hij op 28 Juli 1903 indiende. (Toelichting, n^o 248.)

Hij bracht in herinnering dat in 1852, in de Kamer, eene aanvraag om krediet ten behoeve van landbouwers wier oogst door onweder vernield werd, bij de Regeering gunstig onthaal genoot, en hij voegde erbij :

« In 1853, op 23 December, vroeg de heer Liedts een krediet van 374,000 frank, om de onwaarden in zake van belasting te vervangen, ten gevolge van het orkaan dat in Juli den oogst vernield had.

» In 1855, deed de heer de Renesse verslag over eene aanvraag om krediet, bestemd tot vergoeding van landbouwers wier oogst door orkanen vernield werd; den 7ⁿ Maart van het volgende jaar, beraadslaagde de Kamer over dat krediet, en kende het toe.

» In het zittingsjaar 1859-1860 dient de heer Frère-Orban een wetsontwerp in om in dezelfde behoeften te voorzien.

» Eindelijk, gedurende het zittingsjaar 1890-1891, stemden de Kamers een buitengewoon krediet van een millioen om de arbeids- en landbouwbevolking ter hulp te komen wegens den buitengewoon strengen winter. »

Voegen wij daarbij dat, in 1906, naar aanleiding van de behandeling der Begrooting van Landbouw, de Regeering aan de Kamer vroeg en van haar verkreeg de stemming van een krediet van 750,000 frank, waarvan een deel moest besteed worden om de gezinnen te ondersteunen, die geleden hadden van de overstromingen veroorzaakt door de dijkbreuk der Neder-Schelde.

De redenen, waarop de beslissingen der Kamer in deze verschillende gevallen steunden, bestaan voldoende in onderhavige aangelegenheid om het wetsvoorstel te billijken, dat wij de eer hebben aan hare beraadslaging te onderwerpen.

De Kamer zal den algemeenen wensch beantwoorden door het gunstig te onthalen.

Louis ROGER.

Proposition de loi ouvrant un crédit spécial pour venir en aide aux cultivateurs éprouvés par les orages qui ont sévi le 5 août 1907 dans l'arrondissement de Tournai-Ath.

ARTICLE UNIQUE.

Il est ouvert un crédit de cinq cent mille francs sur les ressources du Trésor Public, au Département de l'Agriculture, pour venir en aide aux cultivateurs qui ont été éprouvés par les orages qui ont sévi le lundi 5 août 1907 dans l'arrondissement de Tournai-Ath.

Wetsvoorstel openende een bijzonder krediet tot hulpbetoon aan de landbouwers beproefd door de onweders van 5 Augustus 1907 in het arrondissement Doornik-Ath.

EENIG ARTIKEL.

Een krediet van vijf honderd duizend frank, door de Schatkist te dekken, wordt ter beschikking van het Departement van Landbouw gesteld ten einde onderstand te verleenen aan de landbouwers beproefd door de onweders die den Maandag, 5^e Augustus 1907, hebben gewoed in het arrondissement Doornik-Ath.

LOUIS ROGER.

